

Centre de Lutte contre l'Impunité et
l'Injustice au Rwanda (CLIIR)
Rue de la colonne 54/4
1080 BRUXELLES
Tél/Fax : +32 816 011 13
Mobile : +32 487 616 651 / +32 488 534 743
Email: info@cliir.org
Site web: www.cliir.org
@cliir_org



CLIIR, un regard impartial

COMMUNIQUE n° 70/2003

RWANDA : A qui profite les assassinats de rescapés tutsi ?

Suite à la médiatisation des assassinats qui ont ciblé les rescapés tutsi du génocide rwandais dans la province de GIKONGORO au sud-ouest du Rwanda, le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda (CLIIR)* a reçu un message d'un rescapé tutsi libellé en ces termes : « *Chaque fois que des assassinats de rescapés tutsi sont médiatisés par le régime de Kigali, cette publicité signifie que les chefs militaires extrémistes préparent des tueries à grande échelle sous prétexte de rechercher et combattre les présumés coupables. Il faut savoir à qui profite ces crimes sauvages et absurdes. De 1996 à 2001, les attaques et les crimes attribués aux « infiltrés hutu » ont permis à l'Armée Patriotique Rwandaise d'opérer des représailles et des massacres aveugles contre les populations hutu dans les préfectures de Gisenyi, Ruhengeri, Kibuye, Cyangugu, Kigali-Rural et Gitarama. Pour nous les rescapés tutsi les hutu sont devenus inoffensifs et n'ont aucun intérêt à tuer les rescapés tutsi ».*

D'après la dépêche de l'AFP du 21/12/2003, voici la chronologie des faits:

1. **Lundi, le 15 décembre 2003**, l'association de rescapés tutsi du génocide (IBUKA= Souviens-toi) a dénoncé dans un communiqué trois assassinats de témoins potentiels à Gikongoro et s'est inquiétée du « *climat de harcèlement, de menaces, d'assassinats sauvages qui frappe des rescapés qui doivent témoigner dans les procès liés au génocide. IBUKA demande aux autorités de « prendre des mesures qui s'imposent pour faire échouer ce programme visant à instaurer l'idéologie génocidaire ».*
2. **Mercredi le 17 décembre 2003**, la Commission de cinq personnes présidée par le Sénateur Antoine MUGESERA se rend à Gikongoro où un meeting est tenu par le préfet et toutes les autorités de base. Le but de cette mission était de récolter plus d'informations et d'exprimer la préoccupation du Sénat face aux assassinats. « *on a toujours tué les témoins gênants* » a affirmé le Sénateur Antoine Mugesera qui pense que les trois assassinats à Gikongoro ont un rapport avec le démarrage prochain des procès devant les juridictions GACACA.

En interrogeant quelques ressortissants de GIKONGORO, le CLIIR a pu recueillir des informations très inquiétantes telles qu'elles sont exprimées par la population visée. Elles se résument comme suit : « *Sous prétexte de rechercher les présumés coupables de ces assassinats, la junte militaire de Paul KAGAME ne manquera pas d'opérer des massacres des populations innocentes et des assassinats ciblés contre de présumés opposants politiques ressortissants des provinces de Gikongoro, Cyangugu, Gitarama, Kibuye, Kigali-Rural et Kigali-Ville où le président Paul Kagame a obtenu le score le plus faible lors des élections présidentielles d'août 2003* ». Rappelons que ces élections ont été caractérisées par des fraudes importantes dénoncées dans le rapport des observateurs de l'Union Européenne.

Plusieurs rescapés accusent les escadrons de la mort de KAGAME :

Plusieurs rescapés tutsi, qui se sentent trahis et rejetés par la junte militaire du président Kagame et qui les a poussés à s'exiler nombreux ces dernières années, attribuent, sans ambiguïté, ces assassinats aux escadrons de la mort du Colonel Jack NZIZA (alias Jackson Nkurunziza), patron de l'Internal Security Office (ISO) à la DMI (Directorate of Military Intelligence). Ils affirment que ces assassinats de rescapés tutsi à Gikongoro ou ailleurs dans le pays sont destinés à préparer l'opinion publique nationale et internationale à des opérations de représailles aveugles au cours desquelles les intellectuels, commerçants et paysans progressistes HUTU et rescapés TUTSI seront décimés sous prétexte de rechercher les assassins.

Assassiner des rescapés tutsi est une opération triple :

- Ces assassinats tombent au bon moment et visent à terroriser les opposants tutsis de plus en plus nombreux à contester la dictature de Paul Kagame.
- Ces assassinats « *attribués par les autorités aux détenus en aveux libérés récemment* » vont justifier le maintien en prison de dizaines de milliers de détenus innocents qui sont exploités comme des esclaves (qu'on va louer à la prison à condition de payer l'argent qui disparaît dans les caisses noirs du Front Patriotique Rwandais).
- Ces assassinats vont justifier de nouveaux emprisonnements arbitraires des innocents.

ANTECEDENTS :

Ces assassinats rappellent ceux qui ont frappé les rescapés et rapatriés tutsi dans d'autres régions et qui ont été attribués à tort aux « rebelles hutu » pour justifier des massacres de civils hutus innocents par l'Armée rwandaise :

- **Pour tout le pays, en avril 1996**, le rapport des observateurs des droits humains de l'ONU (HRFOR) a donné des statistiques suivantes : « Sur 174 personnes tuées dans 45 incidents séparés, il y a 10 rescapés ou témoins du génocide, 2 rapatriés et 7 autorités civiles locales. Trente (30) femmes et neuf (9) enfants font partie de ces victimes recensées pour avril 1996.
- **A KIBUNGO**, commune Rusumo, 9 personnes d'une même famille (dont un nouveau né) ont été tuées dans la nuit du 26 au 27 mai 1996. Lundi le 27 mai 1996, M. Ngirumpatse (veuf du génocide présenté par Radio Rwanda comme un témoin gênant) a été tué avec sa nouvelle femme (veuve du génocide elle aussi) par grenade en commune SAKE

- **A CYANGUGU**, commune Gafunzo, quatre rescapés du génocide ont été tués (à la machette et à la houe selon la gendarmerie) dans la nuit du 25 au 26 mai 1996.
- **A KIBUYE, commune Rwamatamu**, secteur Gitsimbwe, cellule Bunyamanza, 19 rescapés du génocide dont 8 enfants, ont été tués dans la nuit du 18 au 19 juin 1996. Cette attaque fut attribuée automatiquement aux « infiltrés hutu » par les autorités.
- **A GISENYI commune GICIYE**, dans les secteurs Rubare et Nyamugeyo l'attaque et le massacre de 28 personnes par "*des escadrons de la mort*" dans la nuit du 28 au 29 juin 1996 a permis de justifier le massacre de plus de 630 civils innocents entre juillet et août 1996 dans les communes Giciye, Karago, Ramba et Nyamutera (Ruhengeri). Parmi les victimes du 28 juin se trouvaient quelques rescapés tutsis ainsi que des rapatriés tutsis de 1959 *qui faisaient la ronde pour maintenir la sécurité* dans leur cellule. Certains avaient été grièvement blessés et étaient hospitalisés à l'hôpital de Kabaya.
- **Dans KIGALI Rural commune RUSHASHI**, huit (8) personnes d'une même famille de rescapés tutsi ont été tués dans la soirée du 24 juin 1996 par une dizaine d'inconnus armés et qui ont échappé aux soldats de l'APR. Cette attaque fut suivie par l'assassinat de 18 personnalités hutu dont le bourgmestre Vincent Munyandamutsa, le procureur Floribert Habinshuti, le directeur du Groupe scolaire de Rushashi le 7 juillet 1996.
- **Dans Kigali-Rural commune TARE**, en date du 9 février 1997 vers 17h, une groupe d'une dizaine de personnes armées de fusils et de grenades a fait descendre les passagers qui étaient à bord de trois véhicules une camionnette Daihatsu, deux minibus RR 0610A et RR 8743A. Les voyageurs ont été groupés selon leurs ethnies et pillés de leurs biens et objets de valeurs. Ceux qui s'étaient identifiés comme étant TUTSI ont été directement tués. Plus tard l'officier de l'APR qui dirigea cette attaque fut identifié comme étant le Capitaine Pascal MUHIZI qui était affecté à Rulindo.
- **A GITARAMA**, commune NYABIKENKE, l'assassinat de quelques rescapés tutsi a permis de justifier l'enlèvement et la disparition du bourgmestre Elie Dusabumuremyi par le Colonel Charles KAYONGA. Cet officier supérieur, impliqué dans le génocide rwandais, a été promu au grade de général de brigade. Il est actuellement Chef d'Etat Major de l'Armée de Terre (Infanterie) des Forces Rwandaises de Défense (FRD).
- **Selon le rapport de Juin 1996 des observateurs de l'ONU (HRFOR)**, la deuxième quinzaine de juin 1996 aura marqué une nette recrudescence des attaques visant des « témoins et rescapés » du génocide, avec près de 40 tués, soit presque autant que durant les cinq premiers mois de l'année (48 tués dans les préfectures proches des camps de réfugiés). A cette époque Radio Rwanda menait une forte campagne contre les réfugiés hutus : « *ces extrémistes s'en prennent surtout aux témoins du génocide considérés comme « gênants » à l'approche des premiers procès des génocidaires* ».

Tous ces assassinats de rescapés et de rapatriés tutsi au début de 1996 ont été attribués automatiquement aux « infiltrés hutu » provenant des camps de réfugiés du Zaïre. Pourtant ces assassinats, opérés en réalité par les escadrons de la mort de Paul KAGAME, étaient destinés à justifier la première guerre d'invasion de l'ex-Zaïre (actuelle République Démocratique du Congo)

par les armées rwandaise, burundaise (à majorité tutsi) et ougandaise en octobre 1996.

Les attaques et les massacres de réfugiés tutsis congolais rassemblés dans les camps de MUDENDE, NKAMIRA (en préfecture Gisenyi) en août, décembre 1997 et KINIHIRA (Kayove-Gisenyi) en juin 1998 étaient destinés à justifier la deuxième guerre d'occupation de la RDC en août 1998.

CONCLUSION :

Les rescapés tutsi et hutu craignent, à juste titre, que ces nouveaux assassinats sont destinés à préparer l'opinion publique à comprendre et à tolérer les prochaines épurations ethniques et politiques qui seront opérées par la junte militaire de Paul KAGAME dans les provinces où le pouvoir soupçonne une forte opposition politique.

RECOMMANDATIONS :

- Le Centre recommande au Président de la République Paul KAGAME, au Gouvernement, au Parlement et au Sénat rwandais de faire échouer ces nouvelles tueries programmées par les chefs militaires extrémistes tels que Jack NZIZA, Fred IBINGIRA, Charles KAYONGA, les Commissaires GACINYA et Denis KARERA, ainsi que par des chefs politiques du FPR tels que Protais MUSONI, Tite Rutaremara, etc....
- Le Centre recommande aux ressortissants rwandais des provinces visées par les tueries et à toutes les personnes de bonne volonté de dénoncer ce projet criminel visant à décimer les vrais et les présumés opposants politiques au régime FPR
- La communauté et la presse internationales sont invitées à suivre de près et à dénoncer cette nouvelle stratégie d'élimination des populations rwandaises.
- Le Centre invite toutes les organisations internationales des droits humains tels que Human Rights Watch et Amnesty International à enquêter sur les allégations de l'association IBUKA et du Sénateur Antoine MUGESERA qui semblent travailler de connivence avec les chefs militaires et politiques extrémistes.
- Le Centre invite les Eglises chrétiennes et musulmanes du Rwanda à rompre leur silence sur les crimes et les injustices flagrants qui continuent d'accabler leurs brebis et tout le peuple rwandais.

Fait à Bruxelles, le 23 décembre 2003

Pour le Centre, MATATA Joseph, Coordinateur (gsm 0476701569)



CLIIR* : Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda est une association de défense des droits humains basée en Belgique, créée le 18 août 1995. Ses membres sont des militants des droits humains de longue date. Certains ont été actifs au sein d'associations rwandaises de défense des droits humains et ont participé à l'enquête CLADHO/Kanyarwanda sur le génocide de 1994. Lorsqu'ils ont commencé à enquêter sur

les crimes du régime rwandais actuel, ils ont subi des menaces et ont été contraints de s'exiler à l'étranger où ils poursuivent leur engagement en faveur des droits humains.